

**Art. 72** - Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 42, § 6, dat uitwerking heeft met ingang van 24 december 2021.

**Art. 73** - De minister bevoegd voor Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 10 februari 2022

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport,  
Werkgelegenheid en Media,  
I. WEYKMANS

Bijlage bij het besluit van de Regering van 10 februari 2022 tot uitvoering van het decreet van 24 januari 2022 betreffende de bestrijding van doping in de sport

*Lijst van de sporten en sportdisciplines die overeenstemmen met de categorieën A en B*

Bij de olympische sporten gaat het alleen om de olympische disciplines - behalve triatlon.

Bij de sporten van de wereldkampioenschappen gaat het alleen om de disciplines die daar beoefend worden.

Lijst A

- A 1 Atletiek
- A 2. Bodybuilding (IFBB)
- A 3. Boksen
- A 4. Veldrijden
- A 5. Wielrennen - BMX
- A 6. Baanwielrennen
- A 7. Wielrennen - Mountainbike
- A 8. Wielrennen op de weg
- A 9. Cross-country
- A 10. Gewichtheffen
- A 11. Judo
- A 12. Powerlifting
- A 13. Watersport - zwemmen
- A 14. Tennis
- A 15. Triatlon - alle disciplines

Met uitzondering van cross-country, waarnaar wordt verwezen in punt A 9, stemmen de bovengenoemde sporten overeen met de olympische disciplines of daarmee overeenstemmende paralympische disciplines.

Voor tennis, vermeld in punt A 14, heeft de categorie A enkel betrekking op de sporters in de top 100 in het enkelspel of de top 25 in dubbelspel van de wereldranglijst.

Lijst B

Deze lijst betreft enkel de hoogste nationale divisie.

- B 1. Basketbal
- B 2. Hockey
- B 3. Voetbal
- B 4. Volleybal

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 10 februari 2022 tot uitvoering van het decreet van 24 januari 2022 betreffende de bestrijding van doping in de sport.

Eupen, 10 februari 2022

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen en Financiën,  
O. PAASCH

De Minister van Cultuur en Sport,  
Werkgelegenheid en Media,  
I. WEYKMANS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201127]

**10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides à destination des indépendants et des entreprises qui ont dû fermer ou qui ont été impactés au quatrième trimestre 2021 par des décisions à la suite de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 18 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 janvier 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2022;

Vu l'avis 70.908/2 du Conseil d'Etat, donné le 2 février 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique;

Considérant l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19;

Considérant les décisions prises par le Comité de concertation qui s'est réuni à plusieurs reprises depuis le 26 novembre dernier;

Considérant l'arrêté royal du 27 novembre 2021 modifiant l'arrêté royal du 28 octobre 2021 estimant que certains rassemblements, tant en intérieur qu'en extérieur, constituent encore un danger particulier pour la santé publique et doivent être soumis à certaines limitations afin de préserver le droit fondamental à la vie et à la santé de la population;

Considérant que les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 subsistent pour de nombreuses entreprises à la suite des mesures économiques précitées liées au COVID -19;

Considérant que ces entreprises subissent encore de graves dommages économiques soit en étant tenues de fermer soit en étant impactées par les mesures de restriction des activités qui sont prises;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la nécessité de poursuivre le soutien des entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que les entreprises concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d'affaires substantiellement baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoindrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité peuvent entraîner, vu la durée de la crise, un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets persistent et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir et qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces entreprises dans les meilleurs délais;

Considérant la communication de la Commission européenne C (2020) 1863 du 19 mars 2020 intitulée « Encadrement temporaire, des mesures d'aides d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 » telle que modifiée en dernier lieu par la communication de la Commission européenne C (2021) 8442 du 18 novembre 2021, le point 22;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> mesures de lutte contre le coronavirus COVID-19 : les mesures qui limitent les rassemblements, tant en intérieur qu'en extérieur, et qui imposent des fermetures telles qu'adoptées par l'arrêté royal du 27 novembre 2021 modifiant l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19 et par les arrêtés royaux qui ont ultérieurement modifié l'arrêté royal du 28 octobre 2021 précité;

2<sup>o</sup> le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

3<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre de l'Economie;

4<sup>o</sup> l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, § 3 et 5, du décret;

5<sup>o</sup> la période d'aide : la période du 1<sup>er</sup> octobre 2021 au 31 décembre 2021;

6<sup>o</sup> le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n<sup>o</sup> 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n<sup>o</sup> 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

7<sup>o</sup> l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

8<sup>o</sup> la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be/>;

9<sup>o</sup> l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019;

10<sup>o</sup> l'encadrement temporaire : la communication de la Commission européenne du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'Etat visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, et de ses modifications ultérieures;

11° le Règlement (UE) n° 1407/2013, le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis (Journal officiel du 24 décembre 2013, L 352), et de ses modifications ultérieures.

**Art. 2.** La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

Toute aide accordée en application du présent arrêté est octroyée dans les limites et aux conditions visées dans le Règlement (UE) n° 1407/2013.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'entreprise peut choisir explicitement que l'aide soit octroyée dans les limites et aux conditions fixées par l'encadrement temporaire COVID-19, point 22.

**Art. 3.** Ne peut bénéficier des aides, l'entreprise :

1° qui se trouve dans une des situations juridiques visées à l'article 23, alinéa 2, du décret du 11 mai 2004;

2° qui a fermé volontairement pendant la période d'aide;

3° qui, au début de la période d'aide, n'est pas inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, Chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique;

4° qui n'est pas active au cours de l'année qui précède la période d'aide.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Selon les modalités déterminées par le Ministre, une aide forfaitaire est octroyée à l'entreprise qui a dû fermer pendant la période d'aide en application des mesures de lutte contre le coronavirus COVID-19 :

1° qui possède une unité d'établissement visée à l'article I.2, 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le début de la période d'aide;

2° qui paie des cotisations sociales compte tenu de ses revenus professionnels;

3° dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL, repris dans l'un des secteurs ou partie de secteurs visés aux divisions et sous-classes suivantes :

a) 92.000 du code NACE-BEL;

b) 93.110 du code NACE-BEL;

c) 93.212 du code NACE-BEL;

d) 93.291 à 93.299 du code NACE-BEL;

4° qui n'est pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du Règlement (UE) 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Le Ministre peut adapter ou compléter la liste des codes NACE-BEL visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, en fonction des mesures de lutte contre le coronavirus COVID-19.

§ 2. Le montant de l'aide forfaitaire, visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est déterminé comme suit :

a) 6.500 euros si l'effectif d'emploi est de 0;

b) 10.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;

c) 15.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;

d) 20.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

L'aide forfaitaire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne peut être cumulée avec l'aide visée à l'article 5 et est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, Chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 9°, lorsque l'entreprise a été créée en 2020 ou en 2021, l'aide est plafonnée en tenant compte de la moyenne du nombre de travailleurs en 2020 ou en 2021 selon le cas.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup> Selon les modalités déterminées par le Ministre, une aide est octroyée à l'entreprise qui exerce une activité qui a été impactée à la suite des mesures de lutte contre le coronavirus COVID-19 pendant la période d'aide :

1° qui possède une unité d'établissement visée à l'article I.2, 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le début de la période d'aide;

2° qui paie des cotisations sociales compte tenu de ses revenus professionnels;

3° à l'exception de l'entreprise créée à partir du quatrième trimestre 2019, qui démontre, au moyen de la déclaration TVA, une perte de chiffre d'affaires de minimum 25 % sur le quatrième trimestre 2021 par rapport au quatrième trimestre 2019;

4° qui n'est pas en difficulté au 31 décembre 2019, au sens de l'article 2, point 18, du Règlement (UE) 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité.

Dans le cas de fusion de sociétés, d'apport d'universalité ou de branche d'activité, visés au Livre XII du Code des sociétés et des associations, ainsi qu'en cas de réorganisation judiciaire telle que visée au Titre V du Livre XX du Code de droit économique, pour le calcul de la perte du chiffre d'affaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, il n'est pas tenu compte du chiffre d'affaires de la société absorbée.

L'aide visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être cumulée avec l'aide visée à l'article 4 et est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, Chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

§ 2. Le montant de l'aide visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, correspond à 7,5 % du chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2019 et qui répond à la condition de perte de chiffre d'affaires visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° et est limité comme suit :

1° 8.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;

- 2° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 10;
- 3° 18.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10 et inférieur à 50;
- 4° 24.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 50.

La base de calcul de l'aide visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, est établie par rapport au chiffre d'affaires du quatrième trimestre 2019 en tenant compte d'une indexation sur base de l'indice des prix à la consommation lissé (base 2013) sur le dernier trimestre 2021.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'entreprise a été créée à partir du quatrième trimestre 2019 et ne peut démontrer la perte de chiffre d'affaires au moyen de la déclaration TVA, la perte de chiffre d'affaires relative au trimestre considéré est démontrée via le plan financier ou tout document probant. Dans ce cas, par dérogation à l'article 1<sup>er</sup>, 9°, si l'entreprise a été créée en 2020 ou en 2021, l'aide est plafonnée en tenant compte de la moyenne du nombre de travailleurs en 2020 ou en 2021 selon le cas.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, lorsque l'entreprise bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée et ne peut démontrer la perte de chiffre d'affaires au moyen de la déclaration TVA, la perte de chiffre d'affaires relative au trimestre considéré est démontrée via tout document probant.

Le Ministre peut déterminer les documents probants à fournir par l'entreprise pour démontrer les pourcentages de chiffre d'affaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, et aux alinéas 3 et 4.

**Art. 6.** Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'aide via un formulaire sur la plateforme web. La période d'introduction de la demande d'aide est fixée sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit fournir les informations suivantes :

- 1° son numéro d'entreprise;
- 2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention spécifique;
- 3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;
- 4° le numéro de compte de l'entreprise;

5° pour ce qui concerne l'aide visée à l'article 5, le chiffre d'affaires relatif aux périodes concernées et un rapport sur des constatations de faits d'un réviseur d'entreprises ou d'un expert-comptable (certifié) externe appuyant la demande d'aide.

Si l'aide forfaitaire visée à l'article 4 ou l'aide visée à l'article 5 est octroyée conformément au point 22 de l'encadrement temporaire, l'entreprise déclare en outre, via la déclaration sur l'honneur, ne pas dépasser le montant de l'aide de 2.300.000 euros en ce compris celles visées par le présent arrêté.

L'Administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 7.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement de l'aide visée à l'article 4 ou à l'article 5 relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le Directeur général de l'Administration.

**Art. 8.** L'agent de niveau A visé à l'article 7 analyse la demande d'aide et lorsque la demande n'est pas recevable, il suspend la demande d'aide et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'aide est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'aide visée à l'article 4 ou à l'article 5 est accordée selon le cas.

L'Administration avertit l'entreprise que l'aide visée à l'article 4 ou à l'article 5 est octroyée, soit conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013, soit conformément à l'encadrement temporaire selon le cas.

**Art. 9.** Si l'aide visée à l'article 4 ou à l'article 5 est octroyée conformément au point 22 de l'encadrement temporaire, l'Administration publie les informations pertinentes, énumérées à l'annexe III et conformément à l'article 9 du Règlement (UE) n° 651/2014, sur chaque aide supérieure à 100.000 euros octroyée en vertu du présent arrêté via l'outil IT de la Commission européenne, et ce, dans les douze mois suivant la date de l'octroi.

L'Administration conserve toutes les informations indispensables pour établir que les conditions nécessaires ont été respectées, pendant une période de dix ans à compter de l'octroi de l'aide concernée. L'Administration transmet ces informations à la Commission européenne si elle en fait la demande.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 11.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 février 2022.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/201127]

**10. FEBRUAR 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Beihilfen zugunsten der Selbstständigen und der Unternehmen, die im vierten Quartal 2021 schließen mussten oder von Entscheidungen infolge der Krise um das Coronavirus COVID-19 betroffen waren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 18. Januar 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 21. Januar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Januar 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 2. Februar 2022 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 3<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 70.908/2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 2021 über verwaltungspolizeiliche Maßnahmen während einer epidemischen Notsituation;

In Anbetracht des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen, die erforderlich sind, um die Folgen der ausgerufenen epidemischen Notsituation in Bezug auf die Pandemie des Coronavirus COVID-19 für die Volksgesundheit zu verhindern oder einzuschränken;

In Anbetracht der Entscheidungen des Konzertierungsausschusses, der seit dem 26. November mehrmals getagt hat;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 27. November 2021 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 2021, in dem erachtet wird, dass bestimmte Zusammenkünfte sowohl in Innenräumen als auch im Freien noch stets ein besonderes Risiko für die Gesundheit der Bevölkerung darstellen und bestimmten Beschränkungen unterliegen müssen, um das Grundrecht auf Leben und Gesundheit der Bevölkerung zu wahren;

In der Erwägung, dass die Folgen der COVID-19- Gesundheitskrise nach den oben genannten wirtschaftlichen Maßnahmen im Zusammenhang mit COVID -19 für viele Unternehmen noch zu spüren sind;

In der Erwägung, dass diese Unternehmen immer noch schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden, indem sie entweder schließen müssen oder von den ergriffenen Maßnahmen zur Einschränkung der Geschäftstätigkeit betroffen sind;

In der Erwägung, dass wegen der Notwendigkeit, die betroffenen Unternehmen weiter zu unterstützen, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen, die Annahme des vorliegenden Erlasses dringend erforderlich ist;

In der Erwägung, dass die Umsätze der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Unternehmen erheblich zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu mildern und zu versuchen, eine Konkurswelle bei den Unternehmen zu vermeiden, die infolge der Krise mit akuten Liquiditätsproblemen konfrontiert sind;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben können, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen fortbestehen und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es daher notwendig ist, einzugreifen, und dass es unerlässlich ist, diese Unternehmen so schnell wie möglich finanziell zu unterstützen;

In Anbetracht der Mitteilung der Europäischen Kommission C (2020) 1863 vom 19. März 2020 mit dem Titel "Befristeter Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19", zuletzt geändert durch die Mitteilung der Europäischen Kommission C (2021) 8442 vom 18. November 2021, Punkt 22;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass erst nach Genehmigung durch die Europäische Kommission gemäß der oben genannten Mitteilung der Kommission vom 19. März 2020 anwendbar sein wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1<sup>o</sup> Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19: Maßnahmen, die die Zusammenkünfte sowohl in Innenräumen als auch im Freien beschränken und Schließungen auferlegen, wie sie durch den Königlichen Erlass vom 27. November 2021 zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 28. Oktober 2021 über die verwaltungspolizeilichen Maßnahmen, die erforderlich sind, um die Folgen der ausgerufenen epidemischen Notsituation in Bezug auf die Pandemie des Coronavirus COVID-19 für die Volksgesundheit zu verhindern oder einzuschränken, und die Königlichen Erlasse, die später den vorgenannten Königlichen Erlass vom 28. Oktober 2021 abgeändert haben, angenommen wurden;

2<sup>o</sup> Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

3<sup>o</sup> Minister: der Minister für Wirtschaft;

4<sup>o</sup> Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 § 3 und 5 des Dekrets;

5<sup>o</sup> der Förderzeitraum: der Zeitraum vom 1. Oktober 2021 bis zum 31. Dezember 2021;

6<sup>o</sup> NACE-BEL-Code: das vom Landesamt für Statistiken in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis der Wirtschaftszweige (NACE-BEL 2008), so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die



Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

7° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

8° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

9° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebsstätten des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019;

10° befristeter Rahmen: die Mitteilung der Europäischen Kommission vom 19. März 2020 über den befristeten Rahmen für staatliche Beihilfen zur Stützung der Wirtschaft angesichts des derzeitigen Ausbruchs von COVID-19, und ihre spätere Abänderungen;

11° Verordnung (EG) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EG) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf de minimis-Beihilfen (Amtsblatt vom 24. Dezember 2013, L352), und ihre spätere Abänderungen;

**Art. 2** - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

Jede im Rahmen des vorliegenden Erlasses gewährte Unterstützung wird innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen gewährt, die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 genannt sind.

Abweichend von Absatz 2 kann sich das Unternehmen ausdrücklich dafür entscheiden, dass die Beihilfe innerhalb der Grenzen und unter den Bedingungen gewährt wird, die im befristeten Rahmen COVID-19, Punkt 22, festgelegt sind.

**Art. 3** - Nicht förderfähig ist ein Unternehmen :

1° das sich in einer der in Artikel 23 Absatz 2 des Dekrets vom 11. Mai 2004 genannten Rechtssituationen befindet;

2° das während des Förderzeitraums freiwillig geschlossen wurde;

3° das zu Beginn des Förderzeitraums nicht in der Zentralen Datenbank der Unternehmen gemäß Buch III, Titel 2, Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches eingetragen ist;

4° das im Jahr vor der Förderperiode nicht aktiv ist.

**Art. 4** - § 1. Gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten wird einem Unternehmen, das während des Förderzeitraums in Anwendung der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 schließen musste, eine Pauschalbeihilfe gewährt, und zwar einem Unternehmen,

1° das eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. I.2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region vor dem Beginn des Förderzeitraums besitzt;

2° das Sozialbeiträge unter Berücksichtigung seiner Berufseinkünfte zahlt;

3° dessen Aktivität unter einen der NACE-BEL-Codes fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilspektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Abteilungen und Unterklassen gehören:

a) 92.000 des NACE-BEL-Codes;

b) 93.110 des NACE-BEL-Codes;

c) 93.212 des NACE-BEL-Codes;

d) 93.291 bis 93.299 des NACE-BEL-Codes;

4° am 31. Dezember 2019 nicht in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Der Minister kann die Liste der in Absatz 1, 3° genannten NACE-BEL-Codes entsprechend den Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 anpassen oder ergänzen.

§ 2. Der Betrag der in Paragraph 1, Absatz 1 genannten Pauschalbeihilfe wird wie folgt festgelegt:

a) 6.500 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;

b) 10.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;

c) 15.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;

d) 20.000 Euro, wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Die Pauschalbeihilfe nach Absatz 1 darf nicht mit der in Artikel 5 genannten Beihilfe kumuliert werden und wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt werden, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Wenn das Unternehmen 2020 oder 2021 gegründet wurde, wird die Beihilfe abweichend von Artikel 1 Ziffer 9 unter Berücksichtigung der durchschnittlichen Zahl der Beschäftigten in den Jahren 2020 bzw. 2021 begrenzt.

**Art. 5** - § 1. Gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten wird einem Unternehmen, das tätig ist und während des Förderzeitraums infolge der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 betroffen wurde, eine Pauschalbeihilfe gewährt, und zwar einem Unternehmen:

1° das eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I. I.2. Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region vor dem Beginn des Förderzeitraums besitzt;

2° das Sozialbeiträge unter Berücksichtigung seiner Berufseinkünfte zahlt;

3° mit Ausnahme des ab dem vierten Quartal 2019 gegründeten Unternehmens, das anhand der Umsatzsteuererklärung einen Umsatzverlust von mindestens 25 % im vierten Quartal 2021 im Vergleich zum vierten Quartal 2019 nachweist;

4° das am 31. Dezember 2019 nicht in Schwierigkeiten ist im Sinne von Artikel 2 Ziffer 18 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

Im Falle eines Gesellschaftszusammenschlusses, der Einbringung eines Gesamtvermögens oder eines Wirtschaftszweigs im Sinne von Buch XII des Gesetzbuches über die Gesellschaften und Vereinigungen, sowie im Falle einer gerichtlichen Reorganisation im Sinne von Titel V des Buches XX des Wirtschaftsgesetzbuches bleibt der Umsatz der übernommenen Gesellschaft bei der Berechnung des Umsatzverlustes nach Absatz 1 Ziffer 3 unberücksichtigt.

Die in Absatz 1 genannte Beihilfe darf nicht mit der in Artikel 4 genannten Beihilfe kumuliert werden und wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt werden, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

§ 2. Die Höhe der Beihilfe gemäß § 1 Absatz 1 entspricht 7,5 % des Umsatzes im vierten Quartal 2019, der die Bedingung des Umsatzverlustes gemäß § 1 Absatz 1, 3° erfüllt, und ist wie folgt begrenzt:

1° 8.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;

2° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 10 ist;

3° 18.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 und kleiner als 50 ist;

4° 24.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 50 ist.

Die Berechnungsgrundlage für die in Absatz 1 genannte Beihilfe wird anhand des Umsatzes im vierten Quartal 2019 unter Berücksichtigung einer Indexierung auf der Grundlage des geglätteten Verbraucherpreisindex (Basis 2013) im letzten Quartal 2021 festgelegt.

Wenn das Unternehmen ab dem vierten Quartal 2019 gegründet wurde und den Umsatzverlust nicht mit der Umsatzsteuererklärung nachweisen kann, wird der Umsatzverlust für das betreffende Quartal abweichend von Absatz 1 anhand des Finanzplanes oder eines anderen beweiskräftigen Dokuments nachgewiesen. Wenn das Unternehmen 2020 oder 2021 gegründet wurde, wird die Beihilfe in diesem Fall abweichend von Artikel 1 Ziffer 9 unter Berücksichtigung der durchschnittlichen Zahl der Beschäftigten in den Jahren 2020 bzw. 2021 begrenzt.

Wenn das Unternehmen eine besondere Mehrwertsteuerregelung genießt und den Umsatzverlust nicht mit der Umsatzsteuererklärung nachweisen kann, wird der Umsatzverlust für das betreffende Quartal abweichend von Absatz 1 anhand eines anderen beweiskräftigen Dokuments nachgewiesen.

Der Minister kann bestimmen, welche beweiskräftigen Unterlagen das Unternehmen vorlegen muss, um die in dem Paragraf 1, Absatz 1, Ziffer 3 und in den Absätzen 3 und 4 genannten prozentualen Anteile am Umsatz nachzuweisen.

**Art. 6** - Nach den vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf die Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein. Der Zeitraum für die Einreichung des Beihilfeantrags wird auf der Internetplattform festgelegt.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

1° sein Unternehmensnummer;

2° den NACE-BEL-Code der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die spezifische Beihilfe beantragt;

3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

4° die Kontonummer des Unternehmens;

5° in Bezug auf die in Artikel 5 genannte Beihilfe: der Umsatz in den betreffenden Zeiträumen und ein Bericht über die Tatsachenfeststellungen eines Betriebsrevisors oder eines externen (zertifizierten) Buchprüfers, der den Beihilfeantrag unterstützt.

Wird die in Artikel 4 genannte Pauschalbeihilfe oder die in Artikel 5 genannte Beihilfe gemäß Punkt 22 des befristeten Rahmens gewährt, erklärt das Unternehmen außerdem über die ehrenwörtliche Erklärung, dass es einschließlich der in diesem Erlass genannten Beihilfen den Beihilfebetrug von 2.300.000 EUR nicht überschreiten wird.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 7** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der in Artikel 4 oder in Artikel 5 genannten Beihilfe unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 8** - Der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A prüft den Beihilfeantrag und wenn dieser nicht zulässig ist, setzt der Bedienstete den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und ihn zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorlegen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Beihilfeantrag endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird der Betrieb elektronisch darüber informiert, dass die in Artikel 4 oder in Artikel 5 genannte Beihilfe gewährt wird.

Die Verwaltung teilt dem Unternehmen mit, dass die in Artikel 4 oder Artikel 5 genannte Beihilfe je nach Fall entweder gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder gemäß dem befristeten Rahmen gewährt wird.

**Art. 9** - Wird die in Artikel 4 oder Artikel 5 genannte Beihilfe gemäß Punkt 22 des befristeten Rahmens gewährt, veröffentlicht die Verwaltung die in Anhang III und gemäß Artikel 9 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 aufgeführten relevanten Informationen zu jeder Beihilfe über 100.000 EUR, die gemäß diesem Erlass gewährt wird, über das IT-Tool der Europäischen Kommission innerhalb von zwölf Monaten nach dem Datum der Gewährung.

Die Verwaltung bewahrt alle Informationen, die erforderlich sind, um festzustellen, dass die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt worden sind, während eines Zeitraums von zehn Jahren ab der Gewährung der betroffenen Beihilfe auf. Die Verwaltung übermittelt diese Informationen der Europäischen Kommission, wenn Letztere sie verlangt.

**Art. 10** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 11** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Februar 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien,  
Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren,  
W. BORSUS

---

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/201127]

**10 FEBRUARI 2022. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van steun aan zelfstandigen en aan ondernemingen die in het vierde kwartaal van 2021 hun deuren hebben moeten sluiten of die getroffen zijn door beslissingen ingevolge de coronavirus COVID-19 crisis**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 18 januari 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 januari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 januari 2022;

Gelet op advies nr. 70.908/2 van de Raad van State, gegeven op 12 februari 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken;

Gelet op de beslissingen van het Overlegcomité, dat sedert 26 november meermaals is bijeengekomen;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 november 2021 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 waarin wordt vermeld dat bepaalde bijeenkomsten, zowel binnen als buiten, nog steeds een specifieke bedreiging vormen voor de volksgezondheid en aan een aantal beperkingen dienen te worden onderworpen om het fundamentele recht op leven en gezondheid van de bevolking te vrijwaren;

Overwegende dat de gevolgen van de COVID-19-gezondheids crisis voor veel ondernemingen nog steeds voortduren na de bovengenoemde economische maatregelen in verband met COVID-19;

Overwegende dat deze ondernemingen nog steeds ernstige economische schade lijden, hetzij doordat zij gedwongen worden te sluiten, hetzij doordat zij de gevolgen ondervinden van de maatregelen die worden genomen om de activiteiten te beperken;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is dit besluit aan te nemen, gezien de noodzaak de betrokken ondernemingen te blijven steunen, teneinde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de onder dit besluit vallende ondernemingen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun met name tot doel heeft de ondervonden moeilijkheden te verminderen en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen, gezien de duur van de crisis, een domino-effect in de economie kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en gevolgen blijven bestaan en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat er dus moet worden ingegrepen en dat het van essentieel belang is zo spoedig mogelijk financiële steun aan deze ondernemingen te verlenen;

Gelet op de mededeling van de Commissie van 19 maart 2020 (C(2020) 1863) met als titel "Tijdelijke Kaderregeling inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak", zoals laatstelijk gewijzigd bij de mededeling van de Commissie van 18 november 2021 (C(2021) 8442), punt 22;



Overwegende dat dit besluit pas van toepassing zal zijn na goedkeuring door de Europese Commissie overeenkomstig de bovengenoemde mededeling van de Commissie op 19 maart 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° maatregelen ter bestrijding van het COVID-19 coronavirus: de maatregelen die bijeenkomsten, zowel binnen als buiten, beperken en die sluitingen opleggen zoals aangenomen bij het koninklijk besluit van 27 november 2021 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken en bij de koninklijke besluiten die vervolgens het voornoemde koninklijk besluit van 28 oktober 2021 hebben gewijzigd;

2° het decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

3° de Minister: de Minister van Economie;

4° de onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, § 3 en 5 van het decreet;

5° de steunperiode: de periode van 1 oktober 2021 tot en met 31 december 2021;

6° de NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

7° de Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

8° het webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

9° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019;

10° de tijdelijke kaderregeling: de mededeling van de Europese Commissie van 19 maart 2020 inzake staatssteun ter ondersteuning van de economie vanwege de huidige COVID-19-uitbraak, en de latere wijzigingen ervan;

11° Verordening (EU) nr. 1407/2013: Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun (Publicatieblad van 24 december 2013, L 352), en de latere wijzigingen ervan.

**Art. 2.** De gezondheids crisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

Alle steun die op grond van dit besluit wordt toegekend, wordt verleend binnen de grenzen en onder de voorwaarden als bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013.

In afwijking van lid 2 kan de onderneming er uitdrukkelijk voor kiezen dat de steun wordt toegekend binnen de grenzen en onder de voorwaarden die zijn vastgesteld in de tijdelijke kaderregeling COVID-19, punt 22.

**Art. 3.** Voor steun mag niet in aanmerking komen, de onderneming die :

1° zich bevindt in één van de rechtssituaties bedoeld in artikel 23, tweede lid, van het decreet van 11 mei 2004;

2° haar activiteiten tijdens de steunperiode vrijwillig heeft stopgezet;

3° bij de aanvang van de steunperiode niet is ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig Boek III, Titel 2, Hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch Recht;

4° niet actief is gedurende het jaar dat aan de steunperiode voorafgaat.

**Art. 4.** § 1. Volgens de door de Minister vastgestelde voorwaarden wordt forfaitaire steun verleend aan de onderneming die tijdens de steunperiode heeft moeten sluiten in toepassing van de maatregelen ter bestrijding van het COVID-19 coronavirus:

1° die voor de aanvang van de steunperiode een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van boek I van het Wetboek van economisch recht in het Waalse Gewest heeft;

2° die socialezekerheidsbijdragen betaalt op basis van haar beroepsinkomsten;

3° waarvan de activiteit ressorteert onder de NACE-BEL-codes vermeld onder één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in hiernavolgende afdelingen en subklassen:

a) 92.000 van de NACE-BEL-code;

b) 93.110 van de NACE-BEL-code;

c) 93.212 van de NACE-BEL-code;

d) 93.291 tot 93.299 van de NACE-BEL-code;

4° die op 31 december 2019 niet in moeilijkheden verkeert, in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

De Minister kan de lijst van NACE-BEL-codes, bedoeld in lid 1, 3°, aanpassen of aanvullen in het licht van de maatregelen ter bestrijding van het COVID-19 coronavirus.

§ 2. Het bedrag van de in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde forfaitaire steun wordt als volgt vastgesteld :

- a) 6.500 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;
- b) 10.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan;
- c) 15.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- d) 20.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

De in lid 1 bedoelde forfaitaire steun mag niet worden gecumuleerd met de in artikel 5 bedoelde steun en wordt slechts eenmaal per bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ingeschreven onderneming toegekend, overeenkomstig boek III, titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van economisch recht.

In afwijking van artikel 1, 9°, wordt, wanneer de onderneming in 2020 of 2021 is opgericht, de steun afgetopt door rekening te houden met het gemiddelde aantal werknemers in 2020 of 2021, al naargelang het geval.

**Art. 5.** § 1. Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten wordt steun verleend aan de onderneming die een activiteit uitoefent die tijdens de steunperiode getroffen is als gevolg van de maatregelen ter bestrijding van het COVID-19 coronavirus:

1° die voor de aanvang van de steunperiode een vestigingseenheid als bedoeld in artikel I.2, 16°, van boek I van het Wetboek van economisch recht in het Waalse Gewest heeft;

2° die socialezekerheidsbijdragen betaalt op basis van haar beroepsinkomsten;

3° die, met uitzondering van de onderneming die vanaf het vierde kwartaal van 2019 is opgericht, aan de hand van de btw-aangifte aantoont dat haar omzet in het vierde kwartaal van 2021 met ten minste 25 % is gedaald ten opzichte van het vierde kwartaal van 2019;

4° die op 31 december 2019 niet in moeilijkheden verkeert, in de zin van artikel 2, punt 18, van Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard.

In het geval van fusie van ondernemingen, inbreng van een algemeenheid of bedrijfstak,, bedoeld in boek XII van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, alsmede in geval van gerechtelijke reorganisatie als bedoeld in titel V van boek XX van het Wetboek van economisch recht, wordt voor de berekening van het omzetverlies, bedoeld in het eerste lid, 3°, de omzet van de overgenomen vennootschap niet in aanmerking genomen.

De in lid 1 bedoelde steun mag niet worden gecumuleerd met de in artikel 4 bedoelde steun en wordt slechts eenmaal per bij de Kruispuntbank van Ondernemingen ingeschreven onderneming toegekend, overeenkomstig boek III, titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van economisch recht.

§ 2. Het bedrag van de steun bedoeld in § 1, eerste lid, bedraagt 7,5 % van de omzet over het vierde kwartaal van 2019 en wordt als volgt beperkt indien is voldaan aan de voorwaarde van omzetverlies, bedoeld in § 1, eerste lid, 3° :

- 1° 8.000 euro als het personeelsbestand 0 is;
- 2° 12.000 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 10;
- 3° 18.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10 en lager dan 50;
- 4° 24.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 50.

De grondslag voor de berekening van de in lid 1 bedoelde steun wordt vastgesteld op basis van de omzet van het vierde kwartaal van 2019, rekening houdend met een indexering op basis van het afgevlakte indexcijfer van de consumptieprijzen (basis 2013) voor het laatste kwartaal van 2021.

In afwijking van lid 1 wordt, wanneer de onderneming vanaf het vierde kwartaal van 2019 is opgericht en het omzetverlies niet met de btw-aangifte kan aantonen, het omzetverlies voor het betrokken kwartaal aangetoond met het financieel plan of een ander bewijsstuk. In dat geval wordt, in afwijking van artikel 1, lid 9, indien de onderneming in 2020 of 2021 is opgericht, de steun afgetopt door rekening te houden met het gemiddelde aantal werknemers in 2020 of 2021, al naargelang het geval.

In afwijking van lid 1 wordt, wanneer de onderneming onder een bijzondere regeling inzake de belasting over de toegevoegde waarde valt en het omzetverlies niet met de btw-aangifte kan aantonen, het omzetverlies voor het betrokken kwartaal aangetoond met het financieel plan of een ander bewijsstuk.

De Minister kan bepalen welke bewijsstukken de onderneming moet overleggen om de percentages van de omzet, bedoeld paragraaf 1, eerste lid, 3°, en in de leden 3 en 4, aan te tonen.

**Art. 6.** Volgens de door de Minister vastgestelde modaliteiten dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar steunaanvraag bij de Administratie in. De termijn voor de indiening van de steunaanvraag is vastgesteld op het webplatform.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming de volgende informatie verstrekken:

- 1° haar ondernemingsnummer;
- 2° de NACE- BEL-code voor de activiteit waarvoor de onderneming de specifieke tegemoetkoming aanvraagt;
- 3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 4° het rekeningnummer van de onderneming.
- 5° wat de in artikel 5 bedoelde steun betreft, de omzet over de betrokken periodes en een verslag over de bevindingen van een bedrijfsrevisor of een (beëdigd) externe accountant die de steunaanvraag ondersteunt.

Indien de in artikel 4 bedoelde forfaitaire steun of de in artikel 5 bedoelde steun wordt toegekend overeenkomstig punt 22 van de tijdelijke kaderregeling, verklaart de onderneming tevens, door middel van een verklaring op erewoord, dat zij het steunbedrag van 2 300 000 EUR, met inbegrip van de in dit besluit bedoelde steun, niet overschrijdt.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 7.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de in artikel 4 of in artikel 5 bedoelde steun wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

**Art. 8.** Het in artikel 7 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de steunaanvraag en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de steunaanvraag en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de steunaanvraag definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de steun bedoeld in artikel 4 of in artikel 5 wordt toegekend.

De Administratie deelt de onderneming mee dat de in artikel 4 of artikel 5 bedoelde steun wordt verleend hetzij overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013, hetzij overeenkomstig de tijdelijke kaderregeling, naar gelang van het geval.

**Art. 9.** Indien de in artikel 4 of artikel 5 bedoelde steun wordt verleend overeenkomstig punt 22 van de tijdelijke kaderregeling, maakt de Administratie de in bijlage III en overeenkomstig artikel 9 van Verordening (EU) nr. 651/2014 vermelde relevante informatie over elke steun van meer dan 100 000 euro die op grond van dit besluit wordt verleend, binnen twaalf maanden na de datum van verlening bekend via de IT-tool van de Europese Commissie.

De Administratie bewaart alle gegevens die nodig zijn om vast te stellen of aan de gestelde voorwaarden is voldaan, gedurende een periode van tien jaar na de toekenning van de betrokken steun. De Administratie geeft deze informatie door aan de Europese Commissie als deze daarom verzoekt.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 11.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 februari 2022.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS



SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/201128]

**10 FEVRIER 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'aides à destination des indépendants et des entreprises qui ont dû fermer ou qui ont été impactés par des décisions au premier trimestre 2022 à la suite de la crise du coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 18 janvier 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 janvier 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 janvier 2022;

Vu l'avis 70.907/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 février 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique;

Considérant l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19;

Considérant les décisions prises par le Comité de concertation qui s'est réuni à plusieurs reprises depuis le 26 novembre dernier;

Considérant que l'arrêté royal du 27 novembre 2021 modifiant l'arrêté royal du 28 octobre 2021 estime que certains rassemblements, tant en intérieur qu'en extérieur, constituent encore un danger particulier pour la santé publique et doivent être soumis à certaines limitations afin de préserver le droit fondamental à la vie et à la santé de la population;

Considérant que les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 subsistent pour de nombreuses entreprises à la suite des mesures économiques précitées liées au COVID-19;

Considérant que ces entreprises subissent encore de graves dommages économiques soit en étant tenues de fermer soit en étant impactées par les mesures de restriction des activités qui sont prises;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent projet vu la nécessité de poursuivre le soutien des entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que les entreprises concernées par le présent arrêté ont vu leur chiffre d'affaires substantiellement baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoindrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité peuvent entraîner, vu la durée de la crise, un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;